

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg s'associe pleinement à l'intervention faite au nom de l'Union européenne.

Mon pays attache une importance particulière au Conseil économique et social des Nations Unies et au rôle central que cet organe principal a à jouer notamment dans la promotion et la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

C'est ainsi un grand honneur pour moi de m'adresser à vous sur le thème de l'examen ministériel annuel 2011: "La mise en œuvre des objectifs convenus et les engagements pris au niveau international dans le domaine de l'éducation".

En 1948 déjà, la Déclaration universelle des droits de l'homme stipulait dans son article 26 que: "Toute personne a droit à l'éducation". En 1966, ce droit fondamental fut ancré dans le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels et réaffirmé en 1989 dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Lors du Forum mondial sur l'éducation en avril 2000 à Dakar, six objectifs en vue de parvenir à l'Education pour tous d'ici 2015 furent adoptés, et repris quelques mois plus tard, lors du Sommet du Millénaire, parmi les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les OMD 2 et 3.

Permettez-moi d'aborder brièvement l'agenda de l'éducation sous ces 2 angles, celui du développement et celui des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Des progrès considérables ont été réalisés depuis que nous nous sommes engagés d'assurer l'éducation universelle. En l'espace d'une décennie, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de plus de 38 millions et les disparités entre les sexes observées au niveau de l'éducation formelle se sont atténuées. Les taux d'alphabétisation ont également augmenté.

Malheureusement, et malgré ces évolutions positives, l'écart reste très important entre les objectifs de l'éducation pour tous fixés en 2000 et les avancées qui ont été réalisées.

Il importe de ce fait de redoubler nos efforts, et ce non seulement pour transformer le droit à l'éducation en réalité pour tous les individus, mais aussi en vue d'arriver à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le rapport du Secrétaire général relève très justement que l'éducation pour tous peut jouer un rôle catalyseur pour la mise en œuvre de tous les Objectifs du Millénaire pour le développement.

La Directrice générale de l'UNESCO, Mme Bokova, décrit la situation ainsi. « L'équation est simple : l'éducation est la meilleure assurance de base contre la pauvreté. L'éducation est synonyme d'opportunités. A tous les âges de la vie, elle autonomise les individus et les dote des connaissances et de la confiance dont ils ont besoin pour construire un avenir meilleur. »

La poursuite d'une approche intégrée, d'une approche holistique est de ce fait impérative, et ce aussi bien au niveau national qu'international. Celle-ci doit être accompagnée d'un effort budgétaire conséquent.

Si le budget national représente la principale source de financement de l'éducation, il faut que la communauté internationale confirme ses promesses politiques par des engagements financiers.

Mon pays, le Luxembourg, assume ses responsabilités en matière d'aide publique au développement, tant sous ses aspects quantitatifs que qualitatifs. L'aide publique au développement luxembourgeoise a ainsi atteint en 2010 1,09% du Revenu National Brut. Elle est allouée à 100 pour cent sous forme de dons, et de manière non liée.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide guide les efforts de la Coopération luxembourgeoise et nous attachons une attention particulière au prochain Forum sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra fin de cette année à Busan.

Les objectifs du Grand-Duché de Luxembourg en matière de coopération au développement sont notamment le développement économique et social durable des pays en développement et

plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux ainsi que la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle comptent parmi les secteurs prioritaires de la Coopération bilatérale luxembourgeoise, et nous y consacrons quelque 10 % de notre aide publique au développement.

Monsieur le Président,

La protection contre la violence est une des conditions clefs de l'exercice du droit à l'éducation. Or, les parties, étatiques et non étatiques, impliquées dans des conflits armés visent de plus en plus souvent les civils et les infrastructures civiles, les écoles et les écoliers, en violation flagrante du droit international et dans une impunité quasi totale. Le viol et autres violences sexuelles sont largement utilisés comme arme de guerre, de façon à ce que, et je cite le Directeur du Rapport mondial 2011 de l'UNESCO, « ...les enfants et l'éducation ne se retrouvent pas seulement sur la ligne de front, ils sont de plus en plus souvent la cible des conflits armés... ».

Je me félicite de ce fait de l'initiative en cours au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies de faire des attaques contre des écoles et des hôpitaux un critère d'inscription, au même titre que les 4 autres violations graves des droits des enfants, sur lesdites « listes de la honte » annexées aux rapports du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, et d'ouvrir la voie à l'imposition de sanctions à l'encontre des responsables.

Il s'agira là d'un nouvel pas important en vue de renforcer le système de protection ; il devra s'accompagner de mesures additionnelles en vue de venir en aide aux 28 millions d'enfants qui sont privés d'éducation en raison des conflits armés qui les exposent aux viols, aux violences sexuelles, à des attaques ciblées sur leurs écoles et à d'autres atteintes aux droits de l'homme.

La crise cachée de l'éducation dans les pays touchés par un conflit est en effet un défi mondial qui exige une réponse internationale.

Je vous remercie de votre attention.